

APRÈS DEUX JOURS DE TENSION

Le calme revient à Béjaïa

Le calme s'installe progressivement dans la wilaya de Béjaïa après deux journées de totale paralysie des commerces et de heurts ayant secoué certaines localités de la vallée de la Soummam et le chef-lieu de wilaya.

En effet, si à travers certaines localités de la côte-est à l'instar de Melbou, Souk-El-Tenine, Aokas, les commerces sont restés fermés, hier, pour le troisième jour consécutif, la vie commence à reprendre normalement son cours à travers l'ensemble des principaux centres urbains de la wilaya durement ébranlée par le mouvement de grève des commerçants sur fond de violentes émeutes. C'est le cas du chef-lieu de wilaya où la majorité des magasins fermés depuis lundi ont rouvert hier.

Le transport a été globalement assuré à travers les différents quartiers de la ville de Béjaïa. Les forces de l'ordre se sont déployées dans la soirée pour tenter d'éteindre quelques foyers de tension signalés dans des quartiers de la ville à l'image de la cité CNS, Nacéria, Aamriw.

A Kherrata et Dra-El-Gaïd dans la région est de Béjaïa, les commerçants ont décidé, après une réunion observée, en présence du responsable de la DCP et celui de la Casnos, dans la soirée de mardi, de reprendre leurs activités et ouvrir leurs magasins dans la matinée d'hier.

La vallée de la Soummam a, également, retrouvé sa sérénité, après deux jours d'effroyables affrontements entre jeunes manifestants et les forces de l'ordre.

A Sidi-Aïch, l'ensemble des commerces ont ouvert après une nuit très agitée marquée par des heurts entre la police et des manifestants.

Des incidents regrettables ont été signalés dans cette localité où de jeunes manifestants ont saccagé plus d'une dizaine de micro-ordinateurs du CEM de la ville situé à proximité du commissariat, lieu des affrontements, rapporte une source locale. Un acte énergiquement



Affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants.

condamné par la population locale. Des commerçants et des animateurs de la société civile locale ont tenu une réunion la veille pour condamner les agissements d'un groupuscule de manifestants auteur de ces actes de saccages et appeler à la réouverture des commerces. Le marché hebdomadaire de Sidi-Aïch, qui se tient le mercredi, a aussi ouvert.

Les services de la voirie de la municipalité se sont attelés, dans la matinée, à nettoyer la ville des traces de désolation provoquée dans la nuit.

A Amizour et à Ighzer Amokrane, les commerces sont pour la majorité ouverts tout comme dans les localités de Seddouk, Tazmalt et Akbou, touchés également par les scènes de violences. Tazmalt, où les sièges de la Cnas, de la Sonelgaz et un point de vente Ooredoo ont fait l'objet d'un saccage et Akbou où des manifestants, pour la plupart des jeunes adolescents, ont incendié les locaux de l'Inspection des impôts dans l'après-midi de mardi avant de s'attaquer au Palais de justice de la ville, près de la moitié des magasins ont repris leurs activités consécuti-

vement à une réunion et à un appel lancé la veille par des commerçants locaux.

A El-Kseur, où des escarmouches ont été signalées la veille dans la soirée devant le commissariat de la ville, une réunion devait aussi se tenir en fin d'après-midi d'hier pour décider de la reprise du travail.

Les appels au calme des animateurs de la société civile, des syndicalistes et des militants des droits de l'Homme se multiplient à travers la wilaya. «On comprend la colère des jeunes manifestants mais ce n'est pas la meilleure manière d'exprimer leur désarroi devant la difficulté et la cherté de la vie. Le pouvoir n'a pas cessé d'alimenter la confusion, casser la société civile représentative qui aurait pu dans ces moments de crise éclairer sur les véritables enjeux et encadrer cette jeunesse désabusée. Les revendications fussent-elles légitimes doivent être formulées dans un cadre pacifique. Ces actes de violence et de saccages pénalisent un peu plus les faibles», notent de nombreux animateurs du mouvement associatif dans leur appel.

A. Kersani

Photo : DR

CE MONDE QUI BOUGE

Leçons de Béjaïa

Le moins qu'on puisse dire à propos de la violence sociale qui a embrasé Béjaïa et la région ces derniers jours est que l'année 2017 a débuté de la plus mauvaise manière. En effet, comment un simple appel des commerçants à la grève, via les réseaux sociaux, s'est-il transformé en émeutes avec saccage des biens publics, sans aucune revendication ? Quels liens entre cette grève des commerçants et ces jeunes se livrant à un saccage et à un pillage en règle des établissements et biens publics dont, curieusement, les directions d'impôts et les banques publiques ?

Sans faire le parallèle avec la flambée de violence ayant touché plus d'une vingtaine de wilayas en décembre 2010 et janvier 2011, violence fomentée, on l'a su après coup, par les tenants du marché informel, il n'en reste pas moins que si ces émeutes sociales à répétition – plus d'une dizaine de milliers par an – sont signe d'un malaise social profond qui perdure, la dernière en date, celle de Béjaïa, intervient dans un climat économique particulièrement maussade. Lorsque tous les indicateurs socio-économiques sont au rouge, il est difficile de dissiper les inquiétudes mais aussi la colère d'un grand nombre d'Algériens, comme a tenté de le faire le Premier ministre Abdelmalek Sellal le 28 décembre dernier, expliquant que son gouvernement maîtrisait la situation, que l'austérité n'était pas à l'ordre du jour, que pour 2017 et les années à venir, un modèle de changement économique s'imposait...

Longtemps, grâce à une croissance tirée exclusivement par un prix élevé du baril, nos gouvernants ont pu calmer le front social, voire contenir la violence sociale devenue, au fil du temps, faute d'intermédiation socio-politique (car réprimée et étouffée), le mode principal d'expression du mécontentement d'une partie de la population. Et ce, à coups d'allocation de ressources à des centaines de milliers de jeunes via l'Ansej, d'injonction aux entreprises publiques et à l'administration d'embaucher les jeunes diplômés et autres chômeurs, d'augmentation généralisée des salaires, de subventions aux prix des produits de base et en laissant l'informel (c'était en janvier 2011) proliférer dans la capitale et les grandes villes du pays.

Pourtant, à l'époque, des voix s'élevaient, pointant le fait que l'achat de la paix sociale à coups de milliards de dinars ne pouvait tenir lieu de programme, qu'au moindre retournement de la conjoncture pétrolière les tensions sociales referaient surface et qu'il fallait opter pour un autre mode de croissance basé sur des investissements productifs créateurs d'emplois durables. Il n'en a rien été. Il a suffi que le prix du baril baisse de plus de la moitié, passant de plus de 100 – il avait même atteint 140 dollars – à moins de 50 dollars, pour qu'apparaisse toute la fragilité d'une économie basée exclusivement sur la rente pétrolière. Persuadés d'une baisse conjoncturelle du prix du baril et donc d'une remontée des cours du brut à court ou moyen terme, minimisant les risques d'un éventuel choc financier, brandissant le montant des réserves de change – il frôlait les 200 milliards de dollars – comme une sorte de bouclier socio-financier en mesure d'éteindre tout incendie à venir, nos gouvernants, manquant de clairvoyance, n'ont pu anticiper l'ampleur du choc financier. Et c'est ainsi, après avoir écarté d'un revers de main toute critique sur leur gestion, qu'on les a vus parer au plus pressé, puiser sans compter dans le Fonds de régulation des recettes (FGR) qui a été vidé en moins de deux ans, puis dans les réserves de change qui ont fondu comme neige au soleil, passant de plus de 194 milliards en 2013 à 114 milliards de dollars à fin 2016, pour financer les dépenses sociales incompressibles comme le versement des retraites (plus de 7 milliards de dollars) et des salaires. Et dans le même temps, entreprendre de réduire (ce qui aurait dû être fait dès 2014) le volume des importations (six milliards de dollars en moins par rapport à 2014), geler des projets d'investissements ou les différer, édicter des mesures d'austérité...

La question est de savoir, dès lors, si le budget 2017 qui introduit un certain nombre de mesures devant se traduire par le début de mise en œuvre d'un mode de croissance non basée sur la rente pétrolière, et d'une ambitieuse transition énergétique – un mégaprojet solaire de 4 000 mW – va réussir. Mais pour ce faire, comment convaincre des Algériens, fatigués de voir le pays géré par une classe politique âgée dans un pays où les jeunes sont majoritaires, et usée par le pouvoir, que cette fois-ci, ce sera la bonne politique, une politique que ne pourraient entraver les lobbies affairistes et oligarques et leurs relais dans l'appareil d'Etat.

H. Z.

Après une matinée calme avec l'ouverture des commerces, les troubles ont repris en milieu d'après-midi à Sidi-Aïch

La trêve n'aura été que très courte durée à Sidi-Aïch. En effet, alors que tout semblait rentrer dans l'ordre avec l'ouverture des commerces durant une partie de la journée, les scènes de troubles ont refait surface dans l'après-midi dans cette ville de la vallée de la Soummam, rapporte une source locale.

L'intervention des commerçants, des animateurs associatifs et des sages de la région, qui se sont réunis la veille pour appeler au calme, avait

pourtant permis de renouer avec la sérénité dans la matinée avant que des jeunes manifestants ne tentent de raviver la flamme des heurts. Des jeunes insurgés ont arrosé le commissariat à coups de pierres.

En fin d'après-midi, une vive tension régnait toujours dans la ville avec des affrontements entre les manifestants et la police, qui a fait une nouvelle fois usage de grenades lacrymogènes pour disperser les émeutiers.

A. K.